

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le **12 mai 2023**

Nos réf. : SAU/FB/MT n° 23-117

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOROTEX (ANC. DEVANLAY SVM)

179, Rue Gornet-Boivin
10100 ROMILLY-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005701903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mars 2023 dans l'établissement SOROTEX (ANC. DEVANLAY SVM) implanté 179 rue Gornet - Boivin BP 1 10100 ROMILLY-SUR-SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOROTEX (ANC. DEVANLAY SVM)
- 179 rue Gornet - Boivin - BP 1 - 10100 ROMILLY-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005701903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine SOROTEX de la société VESTRA GROUPE est une ancienne installation de confection de vêtements, associant notamment des ateliers de blanchisserie, tricotage et teinturerie, ayant fonctionné de 1896 à 2000.

L'arrêt de l'activité de cet établissement soumis à autorisation préfectorale par l'arrêté n° 91/814 du 23 septembre 1991 a été déclaré par l'exploitant le 10 mai 2000. La société a été mise en liquidation le 3 décembre 2002.

Ce site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire n° 08-1061 du 11 avril 2008 relatif à la remise en état et la surveillance des eaux souterraines.

Il a également fait l'objet d'un suivi de la qualité des eaux souterraines de septembre 2007 à décembre 2012.

L'inspection du 5 juillet 2018 a conduit à la signature d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 2 octobre 2018 afin d'encadrer la cessation d'activité du site conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- intrusion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gestion de l'établissement	AP de Mise en Demeure du 02/10/2018, article 1	/	Lettre de suites préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune évolution favorable n'a été constatée à la suite à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 octobre 2018.

Les non-conformités observées lors des visites d'inspection des 5 juillet 2018 et 27 janvier 2022 sont donc toujours constatables.

Les travaux de mise en sécurité du site ne sont pas réalisés.

L'état d'abandon du site est à nouveau constaté et les dégradations sont nombreuses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/10/2018, article 1 alinea 1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VESTRA GROUPE sur l'ancien site SOROTEX à ROMILLY-SUR-SEINE, représentée par Maître Fabienne JENNER, en sa qualité d'administrateur judiciaire, domiciliée Parc d'Activités d'Eckbolsheim, 5 rue des Frères Lumière, 67087 STRASBOURG CEDEX 2, est mise en demeure, pour l'établissement précédemment cité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de respecter l'article R.512-39-1 alinéa II sous un délai de 2 mois ; • de respecter les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08-1061 du 11 avril 2008, sous un délai de 6 mois, en transmettant le « dossier de présentation de la zone de confinement » prescrit. Ce dossier sera appelé « Plan de Gestion mis à jour » ; • de respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n° 08-1061 du 11 avril 2008 sous un délai de 2 mois ; • de respecter les dispositions de l'article 3 et les prescriptions concernant les travaux de remise en état prescrits à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08-1061 du 11 avril 2008 sous un délai de 12 mois.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les moyens pour interdire l'accès au site restent défectueux et similaires à la visite d'inspection du 27 janvier 2022. Les clôtures du site sont dégradées avec un large trou. Des traces de passages sont observées.</p> <p>Le site ne présente pas de panneau d'interdiction d'accès au public.</p> <p>Le site présente un état de délabrement important.</p> <p>Lors de la visite, les conditions météorologiques étaient mauvaises, des rafales de vent soulevaient des tôles des toitures des bâtiments du site.</p> <p>Par ailleurs, le plan de gestion n'a pas été communiqué à l'inspection des installations classées. Aucun travaux de confinement n'a été constaté, les risques de pollution des eaux superficielles et souterraines subsistent et présentent un risque persistant de pollution du milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites préfectorale
Proposition de délais : -